



Assemblée des États Parties

Distr. générale
26 mars 2003
Français
Original: anglais

Première session (première et deuxième reprises)

New York
3-7 février 2003
21-23 avril 2003

Élection des membres du Comité du budget et des finances

Note du Secrétariat

1. À sa 3e séance, le 9 septembre 2002, l'Assemblée des États Parties a décidé que les élections des membres du Comité du budget et des finances auraient lieu à la deuxième reprise de la première session de l'Assemblée, qui se tiendra du 21 au 23 avril 2003.
2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée des États Parties en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002, dont l'annexe contient le mandat dudit Comité.
3. La procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Comité du budget et des finances fait l'objet de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002, dont le paragraphe 6 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de l'annexe au projet de résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire est un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.
4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, est la suivante :
 - États d'Afrique, deux sièges;
 - États d'Asie, deux sièges;
 - États d'Europe orientale, deux sièges;
 - Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, deux sièges;
 - Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, quatre sièges.
5. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, on n'épargnera aucun effort pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de ladite résolution dispose en outre qu'en l'absence d'un consensus, l'élection des membres



du Comité du budget et des finances est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

« 7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin. »

6. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

7. En application du paragraphe 12, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin. Le Président de l'Assemblée des États Parties détermine par tirage au sort la durée des mandats des membres élus, conformément aux dispositions du paragraphe 13 de la résolution.

8. En application de la décision adoptée par l'Assemblée des États Parties à sa 3e séance, le 9 septembre 2002, la période de dépôt des candidatures à l'élection des membres du Comité du budget et des finances devait aller du 1er décembre 2002 au 15 février 2003. Étant donné que six candidatures seulement avaient été reçues à la date de clôture, l'Assemblée a décidé à sa 8e séance, le 7 février 2003, de prolonger la période de dépôt des candidatures jusqu'au 7 mars 2003, et a autorisé le Président à la proroger encore si le nombre de candidatures reçues à l'issue de la période prolongée demeurerait insuffisant. Le 7 mars 2003, quatre nouvelles candidatures avaient été reçues et un État Partie avait retiré celle qu'il avait présentée. En vertu de l'autorité qui lui est conférée par l'Assemblée, le Président a repoussé au 21 mars 2003 la date limite de présentation des candidatures. À cette dernière date, deux candidatures supplémentaires avaient été reçues, portant ainsi à 11 le nombre total de candidatures.

9. Sur ces 11 candidatures, trois émanaient du Groupe des États d'Afrique, deux du Groupe des États d'Asie, deux du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et quatre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Le Groupe des États d'Europe orientale n'avait présenté aucune candidature.

10. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, la liste de tous les candidats ainsi présentés, dans l'ordre alphabétique anglais et accompagnée des documents pertinents, figure en annexe à la présente note.

Annexe

[Original : anglais, espagnol et français]

Liste alphabétique des candidats (et déclarations relatives aux qualifications)

Table des matières

<i>Nom et État de nationalité*</i>	<i>Page</i>
1. Dah Kindji, Lambert (Bénin)	4
2. Dutton, David (Australie)	7
3. Gallardo Aparicio, Eduardo E. (Bolivie)	9
4. Gharaibeh, Fawzi (Jordanie)	11
5. Hahn, Myung-jae (République de Corée)	16
6. Lovell, Peter (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	18
7. Muwanga, John F. S. (Ouganda)	21
8. Mwango, Chitundu Norman (Zambie)	26
9. Paschke, Karl (Allemagne)	32
10. Tilemans, Michel-Étienne (Belgique)	34
11. Wins Arnábal, Santiago (Uruguay)	36

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Lambert Dah Kindji (Bénin)

[Original : anglais/français]

Note verbale

La Mission permanente de la République du Bénin auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation (Division de la codification) et a l'honneur de l'informer de ce qui suit :

Le Gouvernement béninois a décidé de présenter la candidature de M. Lambert Dah Kindji au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour pénale internationale.

...

Déclaration relative aux qualifications

Date et lieu de naissance	Né le 17 septembre 1956 à Ahouanzonmè Adjohoun, Oueme (Bénin)
Poste actuel	Administrateur des banques et institutions financières

Études suivies et diplômes obtenus

Études supérieures

Maîtrise ès Sciences économiques (option : planification) à l'Université nationale du Bénin

Diplôme d'études supérieures bancaires et financières de la dix-neuvième promotion du Centre-ouest africain de formation et d'études bancaires (COFEB)/Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar

Service militaire

1980-1981	Service civique, patriotique, idéologique et militaire (2e promotion des jeunes bacheliers révolutionnaires)
-----------	--

Activités professionnelles

29 avril 1982	Prise de service à la Direction des marchés publics et du matériel (DMPM) au Ministère des finances en qualité de Contrôleur des services financiers
28 juillet 1994	Prise de service à la Direction générale du budget et du matériel

Fonctions occupées

1982-1989	Chef du service adjoint du Service des logements et du matériel (DMPM)
1989-1990	Chef du service adjoint du Service de la comptabilité (DMPM)
1990-1994	Chef du service adjoint du Service des marchés publics (DMPM)

1994	Chef de la Division du budget d'équipement socioadministratif à la Direction de l'exécution du budget (Direction générale du budget et du matériel)
1995	Chef de la Division des dépenses de transferts à la Direction de l'exécution du budget (Direction générale du budget et du matériel)
1996	Chef de la Division des dépenses non réparties du personnel à la Direction de l'exécution du budget (Direction générale du budget et du matériel)
1998-2000	Chef de la Division du budget d'investissements de l'Administration centrale à la Direction générale du budget
2000-2002	Chef du Service des dépenses en capital (BIAC et BESA) à la Direction du budget d'investissements publics (Direction générale du budget)
2002	Directeur du budget d'investissements publics

Stages et formations

Stage de formation sur le plan comptable de l'Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) (1984)

Séminaire sur les nouvelles procédures du Programme des Nations Unies pour le développement applicables à l'exécution nationale (octobre 1999)

Séminaire sur le suivi-évaluation du budget-programme (Réforme des dépenses publiques-PERC) (mai 2000)

Séminaire sur la formation en programmation et politiques financières (juillet 2000)

Séminaire sur la passation des marchés (optique banque mondiale) au Centre africain d'études supérieures en gestion (novembre 2000)

Stage de formation sur le Système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP) (mars 2001)

Autres activités

Formateur au Centre de perfectionnement et d'assistance en gestion en ce qui concerne les procédures de passation des marchés publics en République du Bénin

Animation d'un module de formation des gestionnaires de crédit de la Direction de l'hydraulique sur la gestion financière des projets (août 2000)

Consultant chargé d'animer des modules de formation sur les techniques de passation de marchés auprès du cabinet SAGEFI (Service d'analyse et de gestion financières)

Régisseur de la Caisse d'avances du projet de climatisation du bloc des Directions techniques du Ministère des finances et de l'économie

Membre du Conseil d'administration de l'Office béninois de recherches minières et géologiques

Membre du Comité de pilotage du projet de développement des ressources humaines et de la population

Membre du Comité de pilotage du projet Santé II BAD

Vérificateur des caisses des comptables publics, des agents intermédiaires de recettes et des régisseurs des caisses d'avances et de menues dépenses depuis 1982

Langues lues, parlées et écrites

Français, anglais

2. David Dutton (Australie)

[Original : anglais]

Note verbale

La Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la note intitulée « Présentation de candidatures au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale » en date du 7 novembre 2002.

La Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé également le Secrétaire général que l'Australie a décidé de présenter la candidature de M. David Dutton au Comité du budget et des finances.

...

La Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies fait également savoir que les Gouvernements du Canada et de la Nouvelle-Zélande soutiennent la candidature de M. Dutton.

...

Déclaration relative aux qualifications

M. Dutton est un expert dont la renommée et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international. Représentant actuellement l'Australie à la Cinquième Commission (administrative et budgétaire) de l'Assemblée générale, il a fait la preuve de ses connaissances spécialisées dans les questions financières de l'Organisation des Nations Unies, y compris en ce qui concerne le Tribunal pénal international pour le Rwanda et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. À ce titre, M. Dutton a examiné et fait des recommandations concernant les projets de budget-programme de l'Organisation et examiné les rapports concernant les opérations financières de l'Organisation. On trouvera ci-joint le curriculum vitae de M. Dutton indiquant qu'il justifie des qualifications requises pour être élu membre du Comité du budget et des finances.

Fervent partisan de la création d'une Cour pénale internationale efficace et indépendante, l'Australie est disposée à jouer un rôle dans le Comité du budget et des finances pendant la phase de mise en place de la Cour. L'Australie est bien placée pour jouer un tel rôle car elle participe activement, de longue date, aux activités de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et peut s'honorer de contribuer valablement à la gestion de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales.

...

Date et lieu de naissance : 9 juin 1972 à Sydney (Australie)

Éducation

Ph. D., Université de Melbourne, 1998

B. A. Honours, First Class, Macquarie University, 1994

Expérience

Premier Secrétaire à la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York, depuis 2002. Représentant de l'Australie à la Cinquième Commission (administrative et budgétaire) de l'Assemblée générale

Responsable de la Division de la sécurité internationale, Département des affaires étrangères et du commerce, Canberra, 1998-2002

Assistant aux Départements des sciences politiques et d'histoire, Université de Melbourne, 1995-1998

Membre du Comité des finances, faculté des lettres, Comité du budget de la faculté des lettres, Université de Melbourne, 1997-1998

Secrétaire général, Postgraduate Association, Université de Melbourne, 1997

Délégations multilatérales

Première Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

Cinquante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Cinquième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques

Conseil d'administration de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 2001

Publications

M. Dutton a publié une monographie, plusieurs chapitres d'ouvrages et articles spécialisés, ainsi que plusieurs analyses sur des sujets tels que la citoyenneté, les droits de l'homme, les migrations et les relations extérieures de l'Australie.

3. Eduardo E. Gallardo Aparicio (Bolivie)

[Original : espagnol]

Note verbale

La Mission permanente de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement bolivien a décidé de présenter la candidature de M. Eduardo E. Gallardo Aparicio à l'élection des membres du Comité budgétaire et financier qui aura lieu pendant l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome, laquelle se tiendra du 21 au 23 avril 2003.

...

M. Eduardo Gallardo possède une profonde connaissance et une vaste expérience des questions financières et administratives au sein de l'Organisation puisque, de 1999 à 2001, il a représenté la Bolivie à la Cinquième Commission et a été chargé de négocier le barème des quotes-parts pour la Bolivie pendant cette période; de même, sa participation aux séances de la Deuxième Commission et du Conseil économique et social lui a permis de consolider sa connaissance des organisations internationales.

Par cette communication, la Bolivie entend présenter officiellement la candidature de M. Eduardo Gallardo à l'un des postes de membre du Comité budgétaire et financier.

...

Déclaration relative aux qualifications

Lieu et date de naissance : La Paz, 9 septembre 1971

Études universitaires

- | | |
|-----------|--|
| 1994-1996 | Diplômé de l'école bolivienne de la diplomatie : relations internationales et diplomatie |
| 1989-1993 | Licence d'économie, Université publique « San Andres », Bolivie |

Expérience professionnelle

- | | |
|-----------|--|
| 1999-2001 | Représentant de la Bolivie à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies |
| 1999-2002 | Représentant de la Bolivie à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale |
| 2000-2001 | Représentant de la Bolivie au Conseil économique et social |

Autres activités

- | | |
|-----------|--|
| 1998-1999 | Fonctionnaire chargé de l'information dans les domaines économique et statistique, ainsi que des accords portant sur la promotion des investissements et sur le régime de double |
|-----------|--|

imposition, à la Direction générale des questions sectorielles du
Ministère des relations extérieures

1996-1998 Fonctionnaire chargé de la promotion des exportations à la
Direction de la promotion des exportations, du Ministère des
relations extérieures

Langues

Espagnol, anglais

4. Fawzi A. Gharaibeh (Jordanie)

[Original : anglais]

Note verbale

Le Représentant permanent du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, en référence à sa note verbale datée du 7 novembre 2002, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement jordanien a décidé de présenter la candidature de M. Fawzi A. Gharaibeh, ressortissant jordanien, en tant que membre du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Cette candidature est présentée pour l'un des deux sièges attribués aux États d'Asie, conformément à la résolution ICC-ASP/1/Res.5 adoptée par l'Assemblée des États Parties.

...

Le Représentant permanent du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies serait très reconnaissant au Secrétaire général de diffuser auprès des États parties au Statut de Rome la candidature de M. Gharaibeh, conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5.

...

Déclaration relative aux qualifications

Conformément au paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, le Gouvernement jordanien déclare que M. Gharaibeh est un expert jouissant d'une autorité reconnue et ayant l'expérience des questions financières au plan international. Le curriculum vitae joint à la présente note verbale témoigne de son expérience en matière financière et économique et dresse la liste des diverses fonctions qu'il a occupées à l'université comme au sein du Gouvernement et au niveau international.

...

Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : novembre 1943, en Jordanie

Langues : arabe (langue maternelle) et anglais. Quelques connaissances de français

Formation

1972 Doctorat, Université du Wisconsin (États-Unis)

1968 M. B. A., Texas Tech University (États-Unis)

1965 B. Com (Honors), Université du Caire

Domaines de spécialisation

Comptabilité, finance et économie

Fonctions occupées

2002-	Professeur émérite
2001-	Membre du Conseil exécutif de l'UNESCO (Paris)
1999-2000	Président du Conseil d'administration, Jordan Phosphate Mines Co. Ltd
1998-1999	Ministre de l'éducation
1991-1998	Président de l'Université de Jordanie
1986-1990	Vice-Président pour les questions administratives de l'Université de Jordanie
1983-1986	Doyen de la faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie
1981-1998	Professeur, faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie
1976-1981	Professeur associé, faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie
1972-1976	Professeur assistant, faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie
1980-1981	Président du Département de comptabilité de la faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie
1978-1979	Universitaire invité, LBJ School of Public Affairs, University of Texas at Austin (États-Unis)
Été 1978	Professeur invité, Portland State University (États-Unis)
1975-1978	Vice-doyen, faculté d'économie et de commerce de l'Université de Jordanie
1974-1975	Président de la faculté d'économie et de commerce de l'Université de Jordanie

Publications*Ouvrages (en anglais)*

The Badia of Jordan: A Process of Change. Amman, University of Jordan Press, 1987 (ouvrage commun)

The Economies of the West Bank and Gaza Strip. Boulder (États-Unis), Westview Press, 1987

The Bedouin of Jordan: A People in Transition. Amman, Royal Scientific Society Press, 1987 (ouvrage commun)

The Small and Handicraft Industries in Jordan. Amman, Industrial Development Bank, n.d., 1976 (ouvrage commun)

Ouvrages (en arabe)

Problèmes actuels en Jordanie. Amman et Beyrouth, Fondation Abdel Hamid Shoman et Institut arabe pour les études et les publications, 2001

Principes comptables. New York, John Wiley and Sons, 1983 (ouvrage commun)

Comptabilité pour dirigeants. Amman, Presse El-Dustour, 1982 (ouvrage commun)

Méthodologie de recherche en sciences sociales et humanités. Amman, Royal Scientific Society Press, 1977 (ouvrage commun); deuxième édition, 2002

Comptabilité analytique : principes, procédures et contrôle. Amman, Philadelphia Publishing House, 1975

Articles (en anglais)

« Bedouin Settlement: Organizational, Legal and Administrative Structure: The Experience of Jordan », in Galaty, John G., Aronson Dan et Salzman, Philip Carl, eds. *The Future of Pastoral Peoples*. Ottawa, International Development Research Center, 1981 (coauteur)

« West Asia and Southeast Asia: A Commentary », in *Economic Relations between West Asia and Southeast Asia*. Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1978

« Foreign Companies in Jordan: Problems and Prospects », *Arab Journal of Administration* (octobre 1979) (coauteur)

« Doing Business in the Arab World: Problems and Prospects », in *The Arab World: Business Opportunities*. Singapour, Compa Publications, 1977 (coauteur)

« Amman Region and its Weight in Jordan's Economy », *Orient*, 1976 (article commun)

Articles (en arabe)

« L'enseignement en Jordanie et les besoins au XXI^e siècle », in *Contemporary Issues in Jordan*, 2001

« Rapport entre beta comptable et beta du marché en tant que mesure du risque systématique associé aux entreprises en Jordanie », *Dirasat*, 1996 (coauteur)

« Utilisation des ratios financiers pour identifier les entreprises industrielles hautement performantes en Jordanie », *Dirasat*, 1990 (coauteur)

« Rapports financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes et leur rôle dans la prise de décisions en matière d'investissement », *Dirasat*, 1990 (coauteur)

« Informations figurant dans les rapports financiers annuels des entreprises jordaniennes – informations commerciales », *Dirasat*, 1989 (coauteur)

« Actualité des rapports financiers des entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1988 (coauteur)

« Informations figurant dans les états comptables des entreprises financières jordaniennes », *Abkath Al-Yarmouk*, 1988 (coauteur)

« Les ratios financiers en tant qu'indicateurs de faillite des entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1987 (coauteur)

« Informations figurant dans les rapports financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1986 (coauteur)

« L'utilisation des systèmes de comptabilité analytique par les entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1986 (coauteur)

« Le traitement comptable de l'inflation par les entreprises jordaniennes : étude de cas », *Economics and Administrative Research*, 1981

« La fonction comptable et le rôle de chef comptable dans les entreprises jordaniennes », *Dirasat*, 1981

« Utilisation d'équations simultanées pour l'imputation des coûts des services : étude de cas », *Journal of Business Research*, 1980

« Le climat d'investissement en Jordanie », *Businessmen*, 1978

« Le contrôle interne dans les entreprises : une évaluation quantitative », *Dirasat*, 1976 (coauteur)

« Les nouvelles entreprises de BTP : une étude de cas », *Dirasat*, 1975 (coauteur)

« L'utilisation de la programmation linéaire pour l'imputation des coûts fixes : étude de cas d'une entreprise de carton et papier », *Proceedings of the Second Annual Conference on Operations Research*, Le Caire, Société égyptienne de recherche opérationnelle, 1975

Membre de comités, fondations, etc.

Non universitaires

Vice-Président du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie (1998-)

Membre du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie (1991-)

Président de l'Association des anciens élèves jordaniens des universités et instituts des États-Unis, Amman (1991-)

Membre du Conseil d'administration de la Fondation Roi Hussein (1999-)

Membre du Conseil d'administration du prix Wasfi Tall, Centre international et islamique d'information et d'études, Amman (1996-2000)

Membre de la Commission de direction de l'Université de la Méditerranée (Italie) (1996-1998)

Membre du Conseil d'administration de l'Institut de diplomatie d'Amman (1995-1998)

Membre du Conseil des affaires mondiales d'Amman (1984-1998)

Membre suppléant du Conseil exécutif de l'Association internationale des universités, Paris (1995-1998)

Membre et Trésorier de la Commission jordano-américaine d'échanges internationaux (Fulbright) (1994-1997)

Membre de l'Association comptable américaine (1991-1996)

Membre du Comité des conseillers économiques du Gouvernement jordanien (1991-1996)

Membre (1988-1991) puis Président (1991-1994) du Comité consultatif chargé d'évaluer les politiques en matière d'enseignement supérieur en Jordanie

Membre du Comité consultatif auprès de la faculté de sciences administratives et économiques de l'Université du Qatar (1985-1992)

Président du Comité chargé d'évaluer les diplômes accordés par des universités étrangères (1986-1991)

Membre du Conseil d'audit de Jordanie (1985-1991)

Membre du Comité chargé de rédiger la charte nationale jordanienne (1989-1990)

Membre du Conseil d'administration de la Jordan Cigarette and Tobacco Company (1984-1990)

Président du Comité chargé d'évaluer les programmes d'administration des entreprises des centres d'enseignement universitaires communautaires (1985-1986)

Membre du Comité chargé d'évaluer l'actif et le passif de la United Insurance Company et de la Arab-Belgian Insurance Company (1986)

Université de Jordanie

Membre du Conseil d'administration du Centre d'études stratégiques (2002-)

Président du Conseil de l'Université (1991-1998)

Président du Conseil des doyens (1991-1998)

Président du Comité de nominations et de promotions (1991-1998)

Président du Fonds d'investissement (1991-1998)

Président du Fonds de prévoyance (1991-1998)

Président du Centre d'études stratégiques (1991-1998)

Président du Fonds pour le logement (1986-1990)

Président du Centre de consultation, de services techniques et d'études (1984-1990)

Président de la Commission des finances (1986-1990)

Il serait trop long de citer tous les comités dont j'ai été membre au cours de ma carrière universitaire.

Décorations

Médaille de l'indépendance de première classe

5. Hahn Myung-jae (République de Corée)

[Original : anglais]

Lettre

Le Gouvernement de la République de Corée a décidé de présenter la candidature de M. Hahn Myung-jae au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale. La République de Corée, qui est le septième contributeur au budget de la Cour et qui soutient énergiquement le Comité, souhaiterait vivement que M. Hahn soit inscrit sur la liste des candidats.

...

Le Représentant permanent
(Signé) **Sun** Joun-young

Déclaration relative aux qualifications

Date de naissance : 16 août 1956

Niveau d'études

B. A., Université Yonsei (République de Corée), faculté de droit, 1980

M. A., Institut de hautes études en communications (République de Corée), 1982

Certificat, cours d'experts du droit international, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, été 1986

Carrière professionnelle

A passé l'examen de la fonction publique (niveau supérieur) (1982)

Sous-Directeur de la Division de l'Europe de l'Est, Ministère des affaires étrangères, 1982-1983

Lieutenant de Police militaire, Armée de la République de Corée (1983-1986)

Directeur adjoint de la Division du droit international, Ministère des affaires étrangères (1986-1988)

Chef de chancellerie et deuxième secrétaire de la Mission de la République de Corée auprès des communautés européennes (1988-1991)

Premier secrétaire de l'ambassade de la République de Corée au Brunéi Darussalam (1991-1993)

Directeur adjoint de la Division de l'Amérique du Nord, Ministère des affaires étrangères (1993-1995)

Chef de section du personnel, Ministère des affaires étrangères (1995-1996)

Premier secrétaire et Consul, ambassade de la République de Corée au Canada (1996-1999)

Directeur de la Division consulaire, Ministère des affaires étrangères (1999-2002)

Conseiller à la Mission de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (depuis 2002)

Antécédents

Activités nationales

Membre du Comité de lutte contre le terrorisme (1999-2002)

Membre du Comité de sécurité nationale (1999-2002)

Membre du Comité de la sécurité du Président (1999-2002)

Membre du Comité des droits de l'homme des travailleurs étrangers (1999-2002)

Chargé de cours à l'Académie de police

Chargé de cours à l'Institut pédagogique international de la République de Corée

Chargé de cours à l'Institut de formation du Département des douanes

Activités internationales

Président du Groupe des pays d'Asie, Autorité internationale des fonds marins (depuis 2002)

Président du Groupe asiatique d'experts juridiques à l'Organisation des Nations Unies (depuis 2002)

6. Peter Lovell (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original : anglais]

Note verbale

La Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur, en référence aux notes de ce dernier en date des 7 novembre 2002 et 14 février 2003, de déposer auprès du Conseiller juridique de l'ONU la candidature de Peter Lovell (Directeur par intérim des finances de l'English Court Service) au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

...

Déclaration relative aux qualifications

S'agissant de l'exigence selon laquelle les membres du Comité du budget et des finances doivent être des experts des États parties dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international, la Mission permanente fait valoir que M. Lovell, en sa qualité de Directeur des finances de l'English Court Service, est responsable d'un budget de 1,3 milliard de dollars des États-Unis; a acquis une expérience en matière de finance et de gestion à tous les niveaux de l'appareil judiciaire anglais et a pris une part très active dans la conduite de la gestion du changement en rationalisant la gestion des ressources et la budgétisation; et a représenté l'English Court Service à l'occasion d'assemblées internationales très diverses, organisées en particulier avec les États d'Europe de l'Est qui sont candidats à l'accession à l'Union européenne.

M. Lovell est un ressortissant britannique. Il sera en mesure, s'il est élu, de s'acquitter de ses fonctions durant trois années civiles.

...

Antécédents professionnels

Expérience de la gestion et de la planification financière à l'échelle centrale et au niveau du groupe au sein du Court Service. Vaste expérience pratique acquise auprès de la cour d'assises (Crown Court), du tribunal de comté (County Court) et du tribunal de grande instance (High Court). A fait ses preuves dans la conduite de la gestion du changement en rationalisant la gestion des ressources et la budgétisation, la restructuration des fonctions financières lors de l'examen des institutions et de la structure de gestion, et l'élaboration de contrats d'externalisation concernant la fourniture de divers services dans le domaine des finances et des technologies de l'information. A fait avancer un certain nombre d'initiatives majeures liées à la comptabilisation et à la budgétisation des ressources, y compris au titre de la restructuration de la Division des ressources et de la planification. A représenté le Court Service lors de divers séminaires et conférences avec les juridictions internationales (notamment de pays du Commonwealth et d'Amérique du Sud et de pays candidats à l'accession à l'Union européenne, y

compris la Pologne, la Lettonie, la Tchécoslovaquie, la Colombie, la Hongrie, l'ex-Yougoslavie et l'Indonésie), consacrés à la gestion et à l'organisation financières. En 2002, s'est rendu à ce titre en Bulgarie avant le lancement du projet européen Phare; a donné au Royal Institute of Public Administration une conférence sur la gestion financière et la gestion du changement, à laquelle ont participé des représentants du Rwanda, de Chypre et de l'Oman; a participé à un programme de jumelage avec le Ministère russe de la justice; et donné plusieurs conférences à l'intention des États d'Europe de l'Est sur le service des audiences dans le cadre des activités de la British Association for Central and Eastern Europe.

Expérience professionnelle pertinente

Depuis octobre 2002 – Directeur par intérim des finances du British Court Service. Fait rapport à l'Administrateur général et au Conseil d'administration du Court Service sur toutes les questions financières (budget : 850 millions de livres), y compris l'allocation des ressources conformément aux accords de service public, la production de la comptabilité nationale, les avis et les évaluations concernant les investissements dans les programmes de modernisation et le calcul des frais afin de couvrir les dépenses de fonctionnement des tribunaux civils.

Octobre 2001 à octobre 2002 – Responsable de la gestion des services extérieurs. Responsable de l'allocation des ressources (400 millions de livres) aux domaines d'activité conformément aux objectifs liés aux accords de service public et aux principaux indicateurs de performance. Vérification continue des performances financières et opérationnelles, y compris consultation avec les représentants du système judiciaire au sujet de divers aspects du financement des tribunaux.

Novembre 1999 à octobre 2001 – Directeur adjoint des finances au Court Service. Coordination de l'examen des propositions de dépenses publiques pour 2000. Allocation des crédits aux titulaires de budgets et contrôle des performances financières et opérationnelles. Transfert des fonctions financières du Court Funds Office du Public Trustee au Court Service. Gestion des équipes chargées de la préparation du passage à l'euro. Restructuration des activités liées à la planification et à la mise en valeur des ressources et à la comptabilisation et à la budgétisation des ressources.

Novembre 1997 à novembre 1999 – Responsable du programme ARAMIS (Resource Accounting Management Information System/Système d'information sur la gestion de la comptabilité des ressources). Gestion d'ensemble de l'initiative privée de financement/externalisation du programme ARAMIS. Gestion de la mise en oeuvre de l'élément financier d'Oracle. Mise en place d'une structure pour la gestion des innovations et leur mise en oeuvre. Examen de la structure de la gestion d'ensemble d'ARAMIS et mise en place du groupe de suivi des services (Service Delivery Monitoring Unit). Établissement et suivi du budget annuel (environ 14 millions de livres). Institution de la centralisation du vote et des paiements effectués au titre du système d'aide judiciaire, y compris les frais de justice et le personnel qui perçoit des honoraires.

Décembre 1992 à novembre 1997 – Service des ressources et de la planification. Établissement des plans de dépense du Court Service. Allocation de ressources aux titulaires de budgets. Élaboration d'une méthode d'allocation associant le financement aux facteurs de coût et aux activités prévues. Suivi des

performances. Établissement du premier plan d'activité du Court Service au moment de l'acquisition du statut d'institution. Révision de la définition des rôles et des responsabilités en matière financière pour l'examen de la structure de gestion, propice à une harmonisation en termes de responsabilité financière et de présentation des comptes financiers.

Octobre 1989 à décembre 1992 – London Crown Court Group. Négociations avec les administrateurs des tribunaux au sujet des audiences quotidiennes prévues, des ressources et de la répartition du travail. Responsable des itinéraires judiciaires pour l'ensemble des tribunaux du London Crown et des comtés. Gestion du projet visant à placer sous l'autorité du Ministère de la justice le London Jury Summoning Office, relevant du shérif adjoint de Londres.

7. John F. S. Muwanga (Ouganda)

[Original : anglais]

Lettre

J'ai l'honneur de vous transmettre le curriculum vitæ de M. John F. S. Muwanga, le candidat de l'Ouganda à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

...

L'Ambassadeur et Représentant permanent de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Le professeur Semakula **Kiwanuka**

Déclaration relative aux qualifications

M. Muwanga, Vérificateur général des comptes de l'Ouganda, possède une grande expérience des questions de finance et de budget non seulement en Ouganda mais aussi dans plusieurs pays africains où il a eu l'occasion de travailler. La vaste expertise qu'il a acquise alors qu'il était employé et, plus tard, associé de la société Price Waterhouse apportera une contribution très utile aux travaux du Comité du budget et des finances. M. Muwanga remplit les conditions figurant dans l'annexe à la résolution ICC-ASP/1/Res.4.

...

Date de naissance : 10 janvier 1956

Qualifications professionnelles

Membre de l'Association of Chartered Certified Accountants (Royaume-Uni); membre de la Chartered Association of Certified Accountants (FCCA); membre de l'Institute of Certified Public Accountants of Uganda

Principales réalisations professionnelles

Titulaire d'un diplôme d'expert-comptable obtenu en Grande-Bretagne en décembre 1979, M. Muwanga a été recruté par le bureau de Londres de la société Coopers & Lybrand (aujourd'hui Price Waterhouse Coopers) en février 1980. Il a acquis une vaste expérience internationale et régionale auprès des bureaux de la société à Londres (deux ans et demi), en Zambie (sept ans) et au Malawi (trois ans). Associé de la société Coopers & Lybrand à partir de 1987 alors que qu'il était en poste dans les cabinets en Zambie et au Malawi, il a essentiellement assumé des fonctions d'encadrement technique en matière d'audit, de secrétariat d'entreprise et de fiscalité pour le compte de sociétés publiques et privées, parmi lesquelles des établissements financiers, des propriétés agricoles, des organismes parapublics, des sociétés multinationales, des producteurs locaux et des prestataires de services. M. Muwanga était responsable de la mise à niveau des compétences professionnelles, techniques et d'encadrement des cadres supérieurs et l'élaboration de normes de prestation satisfaisantes. De retour en Ouganda en 1994, il a exercé les

fonctions de consultant dans le cadre d'un projet de la Banque mondiale, puis a été détaché auprès du Trésor public, et a ensuite élargi son champ d'expérience aux domaines et compétences relevant de la comptabilité de l'administration centrale et des collectivités locales. En tant que consultant pour le projet de la Banque mondiale depuis 1994, M. Muwanga a occupé des postes opérationnels au sein du Gouvernement et géré le portefeuille de la Direction des comptes; il a représenté l'Ouganda sur la scène internationale en qualité de Trésorier payeur général.

Carrière

Depuis janvier 2001 : Vérificateur général des comptes de l'Ouganda

En sa qualité de Vérificateur général des comptes de l'Ouganda, M. Muwanga a eu pour principales responsabilités d'assurer la pleine et entière application des dispositions de l'article 163 de la Constitution, qui fait obligation de vérifier les comptes de l'État ainsi que ceux de toutes les entités relevant du service public (notamment les tribunaux, l'administration centrale, les collectivités locales, les universités, les entreprises publiques et les organes créés par décision parlementaire) et d'établir des rapports annuels à ce sujet. Le Vérificateur général des comptes, dont la fonction est prévue par la Constitution, est nommé par le Président de la République, avec l'assentiment du Parlement. Il est à la tête d'un effectif de 350 personnes, en majorité des cadres techniques, qui sont affectées dans les différents bureaux régionaux du pays.

Novembre 1994-31 décembre 2000

Ministère des finances, du plan et du développement économique

Postes occupés :

- Conseiller en audit international
- Commissaire par intérim/responsable de la comptabilité du Trésor
- Directeur des comptes par intérim

Depuis octobre 1994

Recruté comme conseiller en audit international auprès du Ministère des finances, du plan et du développement économique pour un projet gouvernemental de gestion économique et financière bénéficiant d'un crédit de l'Association internationale de développement/Banque mondiale (No 2418-UG). Responsable de la mise en place du département de vérification interne des comptes au sein du Gouvernement, y compris de la définition de son mandat, de la composition du personnel et des descriptions de postes, ainsi que du recrutement. M. Muwanga a également élaboré le plan synoptique d'un manuel d'audit international.

Depuis mars 1996 (parallèlement au projet de la Banque mondiale)

Réaffecté au poste de Commissaire/responsable de la comptabilité du Trésor, rattaché au Secrétaire permanent/Secrétaire au Trésor. Fonctions : assurer la bonne gestion et le contrôle des finances de l'Ouganda ainsi que leur conformité avec les règles constitutionnelles et le *Public Finance Act*.

Depuis septembre 1998 (parallèlement au projet de la Banque mondiale)

Réaffecté au poste de Directeur des comptes au Ministère des finances après sa restructuration; représentation de l'Ouganda au niveau international en qualité de Trésorier payeur général. La Direction est composée des départements de l'audit interne, de l'inspection du Trésor et des services des comptes du Trésor.

Novembre 1993-août 1994

Associé d'audit et expert-conseil en gestion, Coopers & Lybrand, Lusaka

Encadrement technique en matière d'audit (en tant qu'associé responsable de mission), notamment pour le compte de Zambia Railways, Zambia National Building Society, African Commercial Bank Limited, Zambia National Commercial Bank et Chibote Meat Corporation Limited. Les recettes annuelles brutes de Zambia Railways s'élevaient à plus de 25 millions de dollars selon les derniers états financiers, et l'actif immobilisé à plus de 26 millions de dollars (1 dollar des États-Unis = 700 kwacha gambiens). Parmi les organisations recevant une aide de l'étranger et de divers donateurs figuraient la Zambia Federation of Employers, la United Church of Zambia et l'University of Zambia, au titre de divers projets.

Juin 1990-juillet 1993

Associé local, Coopers & Lybrand, Lilongwe (Malawi)

Encadrement technique :

Encadrement technique en matière d'audit, de secrétariat et de fiscalité d'entreprise. Parmi les clients importants figuraient : Investment Trade and Management Corporation (I.T.M.), dont le chiffre d'affaires s'élevait à plus de 54 millions de kwacha malawiens (MK) (1 dollar des États-Unis = 7 kwacha malawiens en juin 1993), Lilongwe Water Board (société publique de services collectifs dont l'actif se montait à plus de 187 millions de MK), Maltraco Limited (filiale d'I.T.M. spécialisée dans la distribution de matériel de terrassement et de poids lourds) et WJ & RL Gulliver, société spécialisée dans la construction de routes et de bâtiments.

Fiscalité :

Calcul de l'impôt sur le revenu pour le compte de clients, établissement des déclarations d'impôt et correspondance avec le Department of Taxes afin d'obtenir la confirmation des montants estimatifs approuvés; information, conseil et orientation des clients et des collaborateurs concernant l'évolution de la législation fiscale.

Administration judiciaire :

Administrateur judiciaire et gérant de huit plantations de tabac en faillite

Administration :

Chargé des questions d'administration du personnel dans le cadre de la gestion du bureau de Lilongwe. Mission : établir un équilibre entre le personnel technique et les administrateurs, en fonction des classes, afin d'assurer la gestion la plus efficace possible du portefeuille de clients et d'obtenir les normes de prestation les plus élevées. La comparaison établie entre le temps effectif consacré aux dossiers et le

temps prévu dans le budget constituait un élément clef du contrôle des coûts et, par conséquent, de la négociation des tarifs avec les clients.

Formation :

La formation et le perfectionnement du personnel revêtaient une importance essentielle compte tenu du fait qu'un apport technique fourni au moment opportun contribuait à améliorer l'efficacité et la qualité du produit final. Grâce à la formation en cours d'emploi (formation sur le terrain) lors de l'exécution de projets (audit, etc.) et aux examens finals effectués à l'achèvement de ces projets, le personnel était formé et suivi en permanence et pouvait acquérir les compétences requises. Présentations sur des sujets divers lors de sessions de formation interne organisées avec le bureau de Blantyre; perfectionnement des compétences du personnel en matière d'audit, de comptabilité et de communication, en particulier à l'aide d'études de cas et de jeux de rôle.

Des arrangements plus souples ont été proposés aux collaborateurs afin de les préparer aux examens internes.

Juin 1989-juin 1990

Associé d'audit, Coopers & Lybrand, Lusak

Cabinet regroupant neuf associés, avec les départements suivants : audit, fiscalité, conseil en gestion, liquidation, comptabilité et secrétariat d'entreprise. Principales fonctions en tant qu'associé d'audit : encadrement technique en matière d'audit et de maintien des normes de prestation.

Fonctions en tant que membre du comité technique national du cabinet : participation active à la diffusion des principes directeurs en matière d'audit et de comptabilité; participation à l'organisation de sessions de formation interne et intervention dans le cadre de ces sessions.

Mai 1987-juin 1989

Associé, Coopers & Lybrand, Kitwe (Zambie)

Fonctions en tant qu'associé généraliste : audit, fiscalité, secrétariat d'entreprise et développement des fonctions comptabilité et secrétariat du département en vue d'élargir l'offre de services financiers; changement du nom du département, devenu « Business Services Group ».

Août 1983-mai 1987

Coopers & Lybrand, Lusaka

- Premier auditeur
- Auditeur en chef
- Administrateur et assistant spécial de l'associé principal

Fonctions :

Audit :

Audit de sociétés privées et organismes parapublics. Principaux secteurs d'activité de ces entités : production industrielle, vente en gros et au détail,

construction, agriculture, transports routiers, activités ecclésiastiques, hôtellerie et services financiers. Principaux clients : Intercontinental Hotel Corporation Limited, Zambia National Provident Fund & Zambia National Wholesale and Marketing Company Limited, Contract Haulage, Premium Oil Industries et Zambia National Commercial Bank.

Assistant spécial de l'associé principal :

Activité essentiellement axée sur les nouveaux et les futurs clients. Fonctions : compilation et analyse de données; élaboration de rapports financiers portant sur des questions diverses (valorisation des actions, prévisions de trésorerie, évaluation d'opérations en association et liaison avec les institutions financières).

Février 1980-novembre 1982

Coopers & Lybrand, Londres

- Auditeur
- Auditeur principal

Fonctions assumées en qualité de membre de l'équipe du Business Services Group (Groupe de services aux entreprises) du bureau de Londres :

Audit :

- Enquêtes
- Établissement des comptes officiels et des tableaux de bord
- Assistance pour les questions de secrétariat
- Élaboration de divers rapports financiers

Autres activités

Fonctions occupées

Membre à titre consultatif du Conseil d'administration de l'Uganda Cooperative Bank de 1996 à 1998, et président du sous-comité d'audit du Conseil

Membre de plein exercice du Conseil de l'Institute of Certified Public Accountants of Uganda depuis 1996

Membre du Rotary Club de Lilongwe (Malawi) de 1992 à 1993

Trésorier honoraire du Lilongwe Golf Club, de 1992 à 1993

Membre de la Lusaka Round Table XI de 1984 à 1987

Trésorier honoraire du Lusaka Club (Squash Section) de 1986 à 1987

Trésorier honoraire de la District Chamber of Commerce and Industry de Kitwe (Zambie) de 1987 à 1988

Membre du Comité exécutif de la Chartered Association of Certified Accountants (antenne de la Zambie) (1987)

8. Mwango, Chitundu Norman (Zambie)

[Original : anglais]

Note verbale

La Mission permanente de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de se référer à l'appel de candidatures au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

La Mission permanente de la Zambie informe également le Secrétaire général que le Gouvernement zambien a décidé de présenter la candidature de M. Chitundu Norman Mwango, l'actuel trésorier-payeur général, à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

...

Déclaration relative aux qualifications

M. C. N. Mwango est comptable agréé (Zambie) et contrôleur de gestion agréé et secrétaire exécutif et administrateur agréé (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

M. Mwango occupe depuis le 1er décembre 2001 le poste de trésorier-payeur général de la République de Zambie.

Avant d'être nommé trésorier-payeur général, M. Mwango était le secrétaire et Directeur exécutif du Zambia Institute of Chartered Accountants (Institut zambien des comptables agréés), organe chargé d'organiser les examens de comptabilité et de réglementer la profession comptable en Zambie. En tant que Directeur exécutif, il était chargé de gérer l'Institut au nom des membres du Conseil d'administration. Il a amélioré l'administration de l'Institut et lui a fait gagner le respect et l'attention dus à un organe de réglementation professionnelle. Créé par l'*Accountants Act* de 1982 (loi sur les comptables), l'Institut a pour mission de promouvoir le développement de la profession comptable. M. Mwango a dirigé l'Institut du 1er avril 1999 au 30 novembre 2001.

M. Mwango a travaillé pendant 15 ans pour la société minière Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM), où il a occupé des postes de responsabilité dans les secteurs financier et administratif de l'entreprise. Il a été Directeur financier de divisions opérationnelles, dont la Division de Nchanga, fleuron de la ZCCM. Il a été étroitement associé au succès de la privatisation de la Mulungushi Investments Limited, où il cumulait les fonctions de contrôleur financier et de secrétaire exécutif, et de la Scaw Limited où il était Directeur financier.

M. Mwango a également travaillé dans le secteur privé, où il est parvenu au rang de Directeur général. Il a commencé sa carrière dans l'administration locale, dont il a gravi les échelons jusqu'à exercer les fonctions de trésorier municipal.

M. Mwango a représenté la Zambie dans plusieurs enceintes et a été membre du Conseil d'administration de la Fédération des comptables d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe. Il est actuellement Président de

l'Association des trésoriers-payeurs généraux d'Afrique orientale et australe, qui regroupe 13 pays.

M. Mwango est un administrateur confirmé, pour qui les rapports entre finances et activités opérationnelles sont un facteur essentiel de la création de richesses, thèse qu'il a soutenue dans ses activités de formation. Selon lui, un administrateur qui ne connaît pas les finances s'impose un handicap inutile.

...

Date de naissance : 22 novembre 1946

Fonctions actuelles

Trésorier-payeur général de la Zambie

Formation

Reçu au brevet (« O » Level Studies) en 1965

A suivi de 1966 à 1973 un certain nombre de cours sanctionnés par un certificat et de formations professionnelles en cherchant sa vocation. A finalement décidé d'entreprendre des études de gestion et comptabilité en 1973

Qualifications

Admis à l'Institut des secrétaires exécutifs et des administrateurs agréés en 1978 en qualité de membre associé

Admis à l'Institut britannique des contrôleurs de gestion agréés en qualité de membre associé en 1983 et de membre à part entière (« Fellow ») en 1993

Admis à l'Institut zambien des comptables agréés en qualité de membre associé en 1984 et de membre à part entière (« Fellow ») en 1994

Expérience professionnelle

J'occupe actuellement le poste de trésorier-payeur général du Gouvernement zambien. Je suis à ce titre chargé de fournir des services de gestion financière et de comptabilité. Selon la définition qu'en donne le Département compétent, le rôle du Bureau du trésorier-payeur général consiste à :

« Veiller à ce que les fonds publics soient utilisés de façon rationnelle et efficace et avec un souci d'économie pour améliorer la qualité de vie des citoyens. »

Avant d'être nommé à ce poste le 1er décembre 2001, j'ai été secrétaire exécutif et Directeur de l'Institut zambien des comptables agréés, organe officiel créé par la loi et chargé de réglementer la profession comptable en Zambie. L'Institut est administré par un conseil élu.

En tant que Directeur de l'Institut, j'ai renforcé l'administration en faisant rédiger des descriptions de postes donnant les orientations nécessaires au personnel. Les conditions d'emploi ont été codifiées, l'établissement du budget et la tenue des registres comptables considérablement améliorés, les contrôles renforcés. L'Institut a enregistré une forte augmentation du nombre de ses membres et de sa trésorerie.

J'ai ainsi mis mon successeur en position de poursuivre l'expansion de l'Institut, d'adapter tous les examens de comptabilité aux spécificités locales et de préserver l'éthique de la profession comptable.

Du 1er août 1989 au 30 avril 1998, j'ai travaillé pour la Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM) en qualité de contrôleur financier de diverses divisions et filiales.

La ZCCM ayant été réorganisée de façon à l'adapter à son nouveau rôle de société d'investissement privatisée, mon poste a été supprimé et mon emploi a pris fin le 30 avril 1998.

Mon détachement à la Scaw Ltd en tant que Directeur financier a pris fin le 20 mars 1998, à l'issue d'une privatisation très réussie de cette société. La ZCCM m'y avait détaché le 20 mai 1997 avec pour mission de renforcer l'équipe de direction de façon qu'elle puisse restructurer cette société et préparer sa privatisation. Il s'agit là d'un moment fort de ma carrière, qui m'a permis de montrer qu'il y a encore en Zambie des cadres supérieurs disposés à travailler avec une grande conscience professionnelle alors que leur entreprise est en passe d'être privatisée. La société, qui frôlait la faillite en mai 1997, s'est trouvée à l'époque de sa privatisation, en mars 1998, dans une situation financière plus florissante. Le Conseil d'administration de la Scaw a tenu à saluer ma prestation en priant son président de m'adresser une lettre rédigée en ces termes (compte rendu de la réunion du Conseil d'administration de la Scaw tenue le 19 février 1998) :

« ... Les administrateurs ont noté avec satisfaction la façon exemplaire dont vous avez rempli vos fonctions de Directeur financier de la société ... Au nom du Conseil, je vous adresse nos sincères remerciements pour ce travail remarquable et pour la manière dont vous vous êtes acquitté de votre tâche au cours de votre détachement à la Scaw Ltd. »

De juillet 1995 à décembre 1996, j'ai été détaché par la ZCCM à la Mulungushi Investments Limited (MIL) pour y remplir les fonctions de contrôleur financier et de secrétaire exécutif. Le groupe comprenait alors six divisions d'ingénierie et une division chargée de 12 exploitations agricoles. Il était déjà prévu de le privatiser et j'ai participé à ce processus. Les divisions d'ingénierie et les exploitations ont ainsi été privatisées séparément et la MIL a été mise en liquidation volontaire en septembre 1996. J'y suis resté jusqu'en décembre 1996 et j'ai ensuite réintégré la ZCCM. La privatisation des divisions de la Mulungushi présentait des difficultés uniques en leur genre et, en tant que secrétaire exécutif, je devais examiner et signer les documents de privatisation au nom de la ZCCM et de la MIL.

Avant d'être détaché à la MIL, j'ai été, de 1989 à 1992, chef du service financier de la division de Luanshya et, de 1992 à 1995, de la division de Nchanga. Nchanga, qui était la plus grande division opérationnelle de la ZCCM, comptait environ 10 000 employés, dont 130 étaient affectés au département des finances, et elle avait un budget annuel de 265 millions de dollars des États-Unis, que je devais coordonner. J'étais chef du service financier (Directeur financier, contrôleur) d'une division ou filiale opérationnelle de la ZCCM, chargé d'administrer le département des finances, qui fournissait des services comptables aux autres départements et établissait des rapports de comptabilité analytique visant à mesurer les prestations de la division par rapport au budget qui lui était alloué. Je devais également tenir les

comptes de la consommation de matériel (le matériel représentait de 60 % à 70 % du total des dépenses de fonctionnement).

Outre mes fonctions comptables, je supervisais le chef du service informatique et le secrétaire exécutif de la division. J'étais aussi chargé de mettre en place des systèmes comptables capables à la fois de faciliter la gestion de la division et de faire office de contrôles internes.

Autres antécédents professionnels

De 1983 à 1989, j'ai travaillé pour un groupe privé où j'ai été successivement chef comptable (1983-1987) et Directeur général (1987-1989). Les activités du groupe étaient le transport, l'élevage, la fabrication de matériaux d'emballage, le commerce de gros et de détail, la minoterie et la promotion immobilière. Le groupe a enregistré une forte croissance pendant que j'y étais employé. Ma réussite au sein du groupe a créé pour moi des difficultés. Je devais être muté ailleurs, ce qui aurait été préjudiciable à ma famille. Aussi ai-je décidé de démissionner et de rejoindre l'industrie minière, qui me permettait d'offrir une certaine stabilité à ma famille.

De 1978 à 1983, j'ai été comptable principal à la ZCCM. J'en ai démissionné pour rejoindre le secteur privé et y acquérir une expérience professionnelle dans une entreprise appartenant à des intérêts privés.

De 1977 à 1978, j'ai été chef comptable adjoint dans une société commerciale semi-publique. J'en ai démissionné pour entrer à la ZCCM qui, à ce moment-là, offrait une bonne formation et d'excellentes perspectives d'emploi et une bonne rémunération.

De 1968 à 1977, j'ai travaillé dans l'administration locale. J'y ai débuté comme stagiaire aide-comptable et j'étais trésorier municipal au moment de mon départ. J'ai démissionné pour entrer dans le secteur privé, qui offrait alors des perspectives d'emploi et des rémunérations plus attrayantes.

Étant donné le parcours décrit ci-dessus, je crois pouvoir affirmer en toute confiance que j'ai une bonne connaissance de la gestion des finances, des ressources humaines et des affaires. Il convient de noter que j'ai parcouru toutes les étapes de la profession comptable. J'ai rempli pratiquement toutes les fonctions, depuis celles de commis-comptable chargé d'enregistrer les factures à celles de contrôleur financier chargé de préparer la documentation d'un conseil d'administration, et de directeur responsable de la planification, de l'organisation, de la direction et du contrôle.

Dates importantes

- | | |
|-----------|--|
| 1992 | Stage de gestion de quatre semaines à l'Ashridge Management College (Royaume-Uni). |
| 1987 | Désigné par la Chambre de commerce pour représenter les entreprises zambiennes à un séminaire de deux semaines organisé par la Commission économique pour l'Afrique à Moscou |
| 1989-1995 | Membre du Groupe de formation professionnelle de la ZCCM et du Comité consultatif pour la formation à la comptabilité |

- 1994-1997 Membre du Conseil d'administration de l'Institut zambien des comptables agréés et Président du Comité de discipline des membres associés
- 1998-1999 Membre de l'antenne zambienne de l'Institut agréé des contrôleurs de gestion
- 2000-2001 Membre du Conseil d'administration de la Fédération des comptables d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe
- Depuis 2001 Président du Comité exécutif de l'Association des trésoriers-payeurs généraux d'Afrique orientale et d'Afrique australe

Centres d'intérêt

J'ai l'intime conviction que les rapports entre finances et activités opérationnelles sont un facteur essentiel de la création de richesses.

De ce fait, je tente de lier les activités d'une organisation à la création de richesses, que l'organisation en question ait un but lucratif ou non. J'ai défendu cette théorie dans des activités de formation menées auprès de personnels des services opérationnels, comptables et administratifs.

J'estime que les comptables doivent avoir une bonne connaissance des activités opérationnelles. De même, les administrateurs doivent avoir des connaissances financières s'ils ne veulent pas s'imposer un handicap inutile. Les employés qui font le lien entre leurs tâches et la création de richesses comprennent au moins pourquoi ils travaillent.

La formation du personnel m'intéresse au plus haut point. J'estime qu'il faut donner aux jeunes comptables la possibilité d'acquérir de l'expérience hors du cadre de leurs entreprises.

Alors que les administrations locales et le secteur public font d'énormes dépenses, perçoivent des revenus, ils manquent malheureusement de comptables qualifiés. Je crois pouvoir apporter là une importante contribution et servir la cause publique : je m'emploie résolument à améliorer la gestion des dépenses publiques et à faire en sorte que les administrations aient à répondre de leur gestion.

Mes atouts

J'ai une situation familiale très stable et j'ai investi modestement dans l'éducation de mes enfants, non sans succès. Mes quatre enfants, adultes, ont un bon niveau d'éducation.

J'ai conservé une haute probité, sur le plan tant personnel que professionnel. J'ai des valeurs morales solides et je peux partout garder la tête haute.

Comptable agréé et secrétaire exécutif et administrateur agréé, j'ai toutes les compétences techniques voulues pour exécuter toutes les tâches de gestion financière, de secrétariat exécutif et d'ordre général.

Durant de nombreuses années riches d'expériences diverses, j'ai été appelé à assumer de hautes responsabilités. Je suis capable de travailler dans un environnement pluridisciplinaire et de diriger du personnel de façon à atteindre l'objectif commun, à savoir la création de richesses.

Mon passage à la Mulungushi Investments Limited m'a permis de renforcer ma connaissance des fonctions de secrétaire exécutif et de travailler en toute confiance au niveau le plus élevé, puisque je relevais directement du Conseil d'administration. Cumuler les fonctions de contrôleur financier et de secrétaire exécutif à la MIL m'a donné à voir un travail dans son intégralité, puisque je conseillais le Conseil d'administration sur les questions financières et administratives. En dirigeant l'Institut zambien des comptables agréés, j'ai beaucoup appris sur la façon d'organiser le travail et d'obtenir des résultats.

Conclusion

Ayant acquis une expérience variée et connu différents milieux de travail, je me crois capable de m'acquitter de fonctions de direction (avec l'appui technique nécessaire) de façon parfaitement autonome et sans supervision.

Conscient que l'apprentissage est un processus qui n'a pas de fin, je suis prêt à apprendre et à actualiser mes connaissances de façon à combler mes lacunes éventuelles.

9. Karl Paschke (Allemagne)

[Original : anglais]

Note verbale

La Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à l'Organisation en sa qualité de secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que, conformément à la résolution ICC-ASP/1/Res.5, le Gouvernement fédéral allemand a décidé de présenter la candidature de M. Karl Th. Paschke à l'élection des membres du Comité du budget et des finances, qui doit se tenir à la reprise de la première Assemblée des États Parties à New York, en avril 2003.

...

Déclaration relative aux qualifications

M. Paschke est de nationalité allemande. L'Allemagne est un État partie au Statut de Rome, membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

M. Paschke affiche une brillante carrière de près de 20 ans dans le domaine des questions administratives et financières, à la fois au niveau des organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Conseil de l'Europe) et au sein du Service diplomatique de son pays.

En tant que Directeur général chargé du personnel et de la gestion au Ministère allemand des affaires étrangères (1990-1994), il a assumé la responsabilité de l'ensemble du personnel du Service diplomatique et de la gestion au siège et dans plus de 200 missions à l'étranger. Il a joué un rôle clef dans les négociations engagées chaque année avec le Ministère des finances et la Commission du budget du Parlement fédéral (Bundestag) en vue de l'adoption de budgets de plusieurs millions de mark. Il a également supervisé l'installation de technologies d'information et de communication de pointe au Ministère.

En tant que Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, au Secrétariat général de l'ONU, à New York (1994-1999), il a assumé les fonctions de Vérificateur principal des comptes, Contrôleur général, Évaluateur des programmes et Enquêteur de l'Organisation mondiale. Il a supervisé, avec ses 120 collaborateurs, l'exécution des programmes et du budget du Secrétariat, des commissions régionales et des fonds et programmes gérés séparément. Travaillant en collaboration étroite avec le Département de la gestion, M. Paschke a pris l'initiative de mesures visant à rationaliser le Règlement financier et les règles de gestion financière. Il a procédé à des échanges réguliers et suivis avec le Contrôleur financier.

Après son départ à la retraite, en décembre 2000, M. Paschke a exercé à temps partiel, à Strasbourg (France), les fonctions de conseiller en gestion auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe à qui il a donné des avis sur la modernisation de la gestion des ressources financières et humaines de l'organisation. Il a encouragé la mise en place de la budgétisation sur la base zéro,

du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que d'une méthodologie améliorée de gestion de projets.

Depuis décembre 2002, M. Paschke est invité à donner des avis sur des questions relatives à la gestion, à l'organisation et aux finances, dans le cadre de la mise en place de la Cour pénale internationale, notamment en ce qui concerne l'élaboration des règles de gestion financière de la Cour.

...

Activités professionnelles

Actuellement	Conseiller en gestion auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg (France) (suite à son départ à la retraite du Service diplomatique allemand, en décembre 2000)
1999-2000	Ambassadeur extraordinaire chargé de l'organisation interne, Ministère allemand des affaires étrangères, Berlin
1994-1999	Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, Organisation des Nations Unies, New York
1990-1994	Directeur général chargé du personnel et de la gestion, Ministère des affaires étrangères, Bonn
1987-1990	Ministre plénipotentiaire et Chef de mission adjoint, ambassade d'Allemagne à Washington
1984-1986	Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, à Vienne
1980-1984	Porte-parole du Ministère des affaires étrangères, Bonn
1977-1980	Conseiller à la presse et aux relations publiques, ambassade d'Allemagne, Washington
1972-1977	Directeur de la formation des diplomates auxiliaires, Ministère des affaires étrangères, Bonn
1968-1971	Conseiller politique et Chef adjoint de mission, ambassade d'Allemagne à Kinshasa
1964-1968	Consul d'Allemagne à La Nouvelle-Orléans, Louisiane
1960	Admission au Ministère allemand des affaires étrangères, après des études de droit dans les universités de Munich et de Bonn

Karl Th. Paschke est né à Berlin en 1935. Il est marié et père de deux enfants majeurs. Outre ses activités professionnelles, il est musicien et compositeur de jazz.

10. Michel-Étienne Tilemans (Belgique)

[Original : français/anglais]

Note verbale

Le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de l'informer de la décision de la Belgique de présenter la candidature de M. Michel-Étienne Tilemans au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

...

Déclaration relative aux qualifications

M. Tilemans a la nationalité belge.

M. Tilemans, qui est actuellement Vice-Président de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, dispose d'une expertise reconnue en matière de budget et de questions administratives relatives aux organisations internationales.

...

Date et lieu de naissance : le 25 avril 1962 à La Paz

Études

1986-1987	Licence spéciale en droit des entreprises et droit fiscal, Vrije Universiteit, Bruxelles
1981-1986	Licence en droit, Université catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique)

Formation professionnelle

Octobre 1990-mars 1991 : Stage à la Commission de l'Union européenne – Directeurat général XVI – droit bancaire et droit des entreprises

Carrière diplomatique

2002-2003	Vice-Président de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquante-septième session)
2002	Membre du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies
2000 à ce jour	Premier Secrétaire à la Mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies (affaires administratives et budgétaires)

1997-2000	Premier Secrétaire à la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (Comité de la planification civile d'urgence, Comité des orientations des politiques SFOR et KFOR)
1996-1997	Détaché auprès de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) – Unité de reconstruction et de développement économique, projets à impact rapide
1994-1996	Deuxième Secrétaire, à l'ambassade de Belgique à Varsovie (Pologne) (affaires économiques)
Juin-décembre 1993	Attaché à la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'OTAN
1991	Examen d'entrée dans le service diplomatique

Autre expérience professionnelle

1988	Conseiller fiscal assistant, Société Lawtax S.A. (société de conseil et d'audit en droit fiscal, Bruxelles)
------	---

11. Santiago Wins Arnábal (Uruguay)

[Original : anglais/espagnol]

Note verbale

La Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau des affaires juridiques en tant que secrétariat de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement uruguayen a désigné M. Santiago Wins Arnábal comme candidat à l'élection des membres du Comité du budget et des finances, qui se tiendra lors de la deuxième reprise de la première session de l'Assemblée des États parties, du 21 au 23 avril 2003.

...

Déclaration relative aux qualifications

De l'avis du Gouvernement uruguayen, la candidature de M. Wins Arnábal, dont le curriculum vitae résumé est annexé à la présente note, remplit les conditions fixées dans l'annexe à la résolution ICC-ASP/1/Res.4.

...

Lieu et date de naissance : Montevideo (Uruguay), le 14 décembre 1970

Études

1997-1999	Diplômé du cours de formation du Service extérieur, Institut Artigas du Service extérieur
1989-1992	Licence de relations internationales, Université de la République orientale d'Uruguay

Expérience professionnelle

2000 à ce jour	Représentant auprès de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies
2001-2002	Rapporteur de la Cinquième Commission, à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale
1999-2000	Fonctionnaire chargé de l'administration au Bureau du Secrétaire général du Ministère des relations extérieures
1997-1998	Responsable des questions administratives et financières à la Direction des affaires multilatérales

Autres activités

1999	Représentant de l'Uruguay à la trente-neuvième session du Comité du programme et de la coordination de l'ONU
------	--

1998-1999 Membre du groupe de travail chargé de l'élaboration des instructions destinées à la délégation de l'Uruguay appelée à participer aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

Langues

Espagnol, anglais, français et allemand
